



DECLARATION CTPD 09 JUIN 2011

A l'heure où des logiques comptables nous imposent des fermetures et plus de 40 ouvertures en attente, le SE UNSA dénonce la campagne de recrutement lancée par Luc Chatel qui coûtera 1.35 million d'euros aux contribuables. Elle a pour objectif de faire oublier la désastreuse carte scolaire et tente de faire croire à l'opinion publique que les 17.000 recrutements vont compenser les 16.000 suppressions d'emploi. Au regard des 33.000 départs à la retraite prévus, c'est le double des recrutements qui aurait été nécessaire !

Que penseront les futurs stagiaires, lorsqu'ils découvriront une réalité du métier difficile, voire anxiogène, qui plus est avec une formation professionnelle initiale indigente.

Quant à leur ambition, elle se heurtera au mur des réalités, avec un salaire mensuel de 1500 euros alors qu'ils sont titulaires d'un M2. Au bout de 10 ans de carrière, ils pourront espérer atteindre 2000 euros... De quoi passer de l'ambition à la déprime !

Dans notre département, les collègues s'inquiètent pour leurs conditions de travail et d'enseignement à la rentrée 2011 après deux années consécutives de suppressions massives d'emploi.

Il a été imposé la diminution des postes de RASED, d'animation soutien ZEP, REP, la disparition des écoles « poche ». Malgré tout le SE UNSA continue de dénoncer une situation préoccupante quant à la prise en charge des élèves en grande difficulté qui ne pourra se mettre en œuvre qu'avec comme seule proposition le redéploiement des moyens encore disponibles à ce jour.

Ce sont les élèves et les enseignants des secteurs les plus difficiles qui subiront une fois les coupes drastiques.

Ce contexte idéologique et budgétaire de tension, nous interpelle sur la scolarisation des élèves en maternelle, c'est essentiel !

Le SE-Unsa revendique depuis plusieurs années déjà que la scolarité obligatoire débute dès trois ans

Pour le SE-Unsa, ce n'est pas une campagne de communication qui ramènera les étudiants vers le métier d'enseignant. La recette est connue.

Pourtant, les ingrédients essentiels manquent cruellement aujourd'hui :

- une formation professionnelle de qualité,
- des conditions sereines de travail,
- une rémunération à la hauteur des responsabilités de notre métier
- et un projet éducatif national ambitieux.